



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Le nombre d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables a chuté de plus d'1/3

ENVIRONNEMENT

- L'aéroport d'Heathrow menacé de blocage par les activistes d'extinction rebellion
- Suez va traiter les déchets du Grand Manchester pour un montant de plus d'1Md£
- L'Angleterre renforce sa « ceinture bleue » en matière de protection marine

TRANSPORT

- Heathrow est appelé à prendre en compte les impacts environnementaux de l'ouverture d'une 3^{ème} piste
- Les Maires de Manchester et de Liverpool appellent à une nationalisation de la ligne « Northern »

NUMERIQUE

- Les trois quarts des employés dans le secteur de la technologie seraient prêts à quitter le Royaume-Uni
- Un comité d'éthique s'exprime sur l'utilisation de la reconnaissance faciale par la police londonienne
- La ville de Londres lance un fonds d'investissement de 100M£ dédié aux petites et moyennes entreprises
- Le ministère des transports veut moderniser l'utilisation des parkings grâce aux données
- Trainline annonce son intention d'entrer en bourse

SERVICES PROFESSIONNELS

- Les investisseurs craignent de ne pas être pleinement indemnisés en cas de nationalisation
- Une nouvelle loi interdit les frais d'agence pour les nouveaux locataires

RÉGIONS

- L'économie écossaise pourrait ralentir en 2019 et 2020
- Le vieillissement de la population remet en cause la soutenabilité du financement des autorités locales

INDUSTRIE

- Les fermetures d'usines d'avril ont réduit de près de moitié la production automobile britannique
- L'industrie manufacturière britannique s'est contractée en mai

FAIT MARQUANT : L'industrie manufacturière britannique s'est contractée en mai

Ce taux de contraction est l'un des plus rapides observés en six ans et demi et constitue la plus forte baisse depuis juillet 2016, au sortir du référendum. En effet, si les carnets de commandes avaient dans un premier temps été stimulés par la constitution de stocks de marchandises, ils ont rapidement diminué en mai (PMI passé de 53,1 points en avril à 49,4 en mai –les valeurs inférieures à 50 indiquant une contraction de l'activité). La réduction de la demande concerne tant les commandes sur le marché domestique que sur les marchés extérieurs et le secteur craint que le manque de clarté sur la sortie de l'UE ait incité certaines entreprises à détourner leurs chaînes d'approvisionnement du RU. Dans ce contexte, Make UK, organisation de représentation professionnelle du secteur manufacturier au RU, a déclaré qu'un no deal représenterait « une folie économique ». Ses estimations révèlent une croissance peu dynamique pour le secteur, avec 0,2% en 2019 et 0,8% en 2020.

ENERGIE - CLIMAT

Les emplois dans le domaine des énergies renouvelables ont chuté de plus d'1/3 – un rapport de Prospect, syndicat qui réunit les professionnels du secteur a indiqué que cette [baisse du nombre d'emplois](#) dans le domaine des énergies renouvelables entre 2014 et 2017 s'était aussi accompagnée d'une baisse d'un tiers des constructions de nouvelles capacités électriques. Outre l'incertitude liée au Brexit, cette baisse s'explique notamment par les coupes budgétaires dans les dispositifs incitatifs pour l'achat de panneaux solaires ou le déploiement d'éoliennes terrestres et une baisse des investissements (-56% entre 2016 et 2017), à son plus bas niveau depuis 2008. Le Gouvernement a de son côté indiqué que la baisse des coûts en matière de renouvelables devait nécessairement conduire à une baisse des subventions publiques dans une filière qui devient mature et qui doit désormais répondre aux lois du marché. Plusieurs voix et notamment Renewable UK appellent le Gouvernement à réintégrer l'énergie éolienne dans le dispositif gouvernemental d'enchères en matière de production d'électricité.

ENVIRONNEMENT

L'aéroport d'Heathrow pourrait être bloqué par les activistes d'extinction rebellion – [le mouvement](#) qui s'est notamment fait connaître en avril après avoir paralysé le centre de Londres a menacé de bloquer l'aéroport d'Heathrow, l'un des plus fréquentés au monde, le 18 juin s'il n'abandonnait pas son projet de construction d'une 3^{ème} piste. Extinction rebellion (XR) entend ainsi alerter la population sur les émissions du secteur aérien et leur contribution au réchauffement climatique. XR pourrait également avoir recours à des drones dans le but de perturber le trafic à partir du 1^{er} juillet au moment même où de nombreux vacanciers britanniques ont prévu de prendre l'avion.

Suez va traiter les déchets du Grand Manchester pour un montant de plus d'1Md£ – à partir du 1^{er} juin Suez, présente au Royaume-Uni via sa filiale Suez recycling and recovery UK, va traiter les déchets du Grand Manchester, soit 1,1 million de tonnes de déchets par an (environ 4% des déchets du RU). Le Greater Manchester Combined Authority (GMCA) a retenu Suez à l'issue d'un appel d'offres qui a duré un an et demi. Le contrat d'une durée de 7 ans pourra être prolongé de 3 ans, puis 5 ans. Suez exploitera notamment 41 installations réparties sur 24 sites pour le compte du GMCA qui entend devenir l'une des principales agglomérations vertes du RU.

L'Angleterre renforce sa « ceinture bleue » en matière de protection marine - [cette ceinture](#) de près de 8 fois le grand Londres reposera sur la protection de 41 zones maritimes supplémentaires (près de 12 000 km²) portant le total des zones protégées à 355 (équivalent de deux fois l'Angleterre) où seront interdites certaines activités dommageables pour les espèces les plus menacées. Le dragage et certaines activités resteraient toutefois possibles à l'extérieur de la zone des 12 miles nautiques.

TRANSPORT

Heathrow est appelé à prendre en compte les impacts environnementaux de l'ouverture d'une troisième piste - La présidente du « Heathrow Area Transport Forum » – Commission indépendante qui conseille Heathrow sur sa stratégie en faveur des transports publics – a en effet estimé que l'ouverture d'une 3^{ème} piste pourrait être un « désastre » pour Londres si ses effets sur la qualité de l'air et l'engorgement des transports publics n'étaient pas mitigées. La 3^{ème} piste devrait engendrer une croissance du nombre de vols par an de 480 000 à 740 000 et, si l'aéroport de Heathrow fonctionne à l'électricité renouvelable et vise la neutralité carbone d'ici 2020, les décollages et atterrissages d'avions ont produit 1.3M tonnes de CO₂ en 2017, soit une augmentation de 4.6% depuis 2015. Heathrow a répondu en annonçant qu'il mettrait en place, à partir de 2022, une taxe de 15£ sur tous les véhicules arrivant à l'aéroport. La pleine montée en puissance de cette « Heathrow ULEZ » (*Ultra Low Emission Zone*) est prévue pour 2026 et imposera des normes minimales d'émissions identiques à celles de la « London ULEZ ».

Les Maires du Grand Manchester et de la région urbaine de Liverpool appellent à une nationalisation de la ligne « Northern » - Estimant que la Northern avait systématiquement échoué à respecter ses obligations juridiques, les

deux Maires ont appelé à ce que l'opérateur public de dernier recours du DfT opère cette ligne, jusqu'ici exploitée par Arriva. Ils ont par ailleurs dénoncé la faible performance de ses services, regrettant que 18.5% des trains soient arrivés en retard en 2018, que 28 000 services (4.6%) aient été annulés et que de nombreux trains fonctionnent avec un nombre réduit de wagons (4172 trains en avril 2019 contre 2825 en décembre 2018). Toutefois, le Ministère des transports a déclaré qu'il considérerait que des améliorations étaient visibles sur la Northern et qu'un changement d'opérateur serait susceptible d'entraîner de nouvelles perturbations. Le communiqué précise qu'aucune modification ne sera apportée à la franchise à ce stade.

NUMERIQUE

Les trois quarts des employés dans le secteur de la technologie seraient prêts à quitter le Royaume-Uni – Une [étude](#) réalisée conjointement par le cabinet de conseil Boston Consulting Group et le site d'emplois Totaljobs révèle que 75% des employés dans le secteur de la technologie au Royaume-Uni se disent prêts à partir travailler à l'étranger. Les incertitudes liées au Brexit et à la politique d'immigration du gouvernement participent à ce phénomène. 27 000 personnes ont été interrogées pour cette étude, qui dévoile également que les priorités des employés britanniques sont un équilibre vie privée-vie professionnelle ainsi qu'une bonne relation avec leurs collègues et supérieurs.

La ville de Londres souhaite lancer un fonds d'investissement de 100M£ dédié aux petites et moyennes entreprises – Le [Greater London Investment Fund](#), devrait servir à financer les petites et moyennes entreprises qui peinent à trouver des fonds pour leur croissance. Les secteurs visés en priorité sont les industries créatives, les services financiers et aux entreprises, l'environnement, le numérique et le tourisme. 14M£ du fonds seront alloués aux solutions qui reposent sur l'économie circulaire. Le fonds sera géré par l'entreprise de capital-risque MMC Ventures et le FSE Group (organisation de soutien aux PME). Il espère alimenter 170 entreprises et être complété par des fonds privés à hauteur de 103M£. Financièrement, il serait alimenté principalement par des fonds européens (50M£ de la BEI, 35M£ du FEDER). Dans le contexte du Brexit, le gouvernement central doit donc encore donner des assurances sur le fait qu'il pourrait se substituer à termes aux fonds communautaires.

Un comité d'éthique s'exprime sur l'utilisation de la reconnaissance faciale par la police londonienne – Depuis 2016, la police de Londres teste des technologies de [reconnaissance faciale](#) au sein d'espaces publics pour identifier des personnes recherchées. Le London Policing Ethics Panel a publié cette semaine un rapport sur le sujet. Il contient une enquête réalisée auprès des londoniens, qui révèle que plus de la moitié d'entre eux considère acceptable l'utilisation de la reconnaissance faciale, notamment pour identifier les auteurs de crimes graves, et dans une moindre mesure pour les plus petits délinquants. Les personnes jeunes et d'origine asiatique et africaine ont exprimé davantage de réticences sur l'utilisation de la technologie. Le London Policing Ethics Panel recommande que la reconnaissance faciale soit utilisée dans les cas où elle offre davantage de bénéfices que de méfiance de la part de la population, et qu'elle soit accompagnée d'une solide gouvernance avec aux commandes des opérateurs humains.

Le ministère des transports veut moderniser l'utilisation des parkings grâce aux données – Le gouvernement britannique a dévoilé un [nouveau plan](#) pour encourager les municipalités et les entreprises privées à partager leurs données de parking. Il espère ainsi changer la manière dont les automobilistes se garent, leur permettant de trouver un espace de parking, de le réserver et de le payer en ligne pour diminuer la congestion routière et encourager la fréquentation des rues commerçantes.

Trainline annonce son intention d'entrer en bourse – La startup britannique qui permet de réserver des billets de train et de bus dans 45 pays devrait rejoindre le [London Stock Exchange](#) le mois prochain. L'entreprise qui compte 600 employés à Londres, Edimbourg et Paris espère ainsi renforcer son image auprès des consommateurs et lever 75M£ pour continuer à financer sa croissance en Europe.

SERVICES PROFESSIONNELS

Les investisseurs craignent de ne pas être pleinement indemnisés en cas de nationalisation – Les actionnaires des sociétés visées par le programme travailliste de nationalisation des services collectifs ont fait part de leur inquiétude sur le montant de [compensation](#) de leurs apports, qui pourrait s'avérer inférieur à leur valeur de marché. Selon les propositions travaillistes, la compensation, qui serait fixée par le Parlement, serait fondée sur la valeur nette comptable des actifs nationalisés (*book value*) ou selon une méthode de calcul définie par le régulateur sectoriel Ofwat (*regulated capital value*) et non en fonction de leur valeur de marché (*market value*). Ainsi, la valeur de l'actif net comptable des trois principaux distributeurs d'eau visés (United Utilities, Severn Trent et Pennon Group) représente seulement 40 % de leur capitalisation boursière. Dans les précédentes nationalisations, et conformément au droit international, les actionnaires ont toujours été compensés sur la base de la valeur de marché des actifs de l'entreprise nationalisée. Certains investisseurs étrangers pourraient toutefois par exception être compensés en valeur de marché en fonction des traités bilatéraux d'investissement du RU. Les Travaillistes pourraient contourner les obligations internationales d'indemnisation selon la valeur de marché des actifs nationalisés en se prévalant d'un « intérêt public supérieur ».

Une nouvelle loi interdit les frais d'agence pour les nouveaux locataires – annoncée en 2016 par le Chancelier Philippe Hammond, le [Tenant Fees Act](#) interdit désormais [aux agences de location](#) de facturer certains services (visites, vérifications, frais de dossier, etc..) pour les personnes cherchant à louer ou renouveler le bail de location. Interdits en Ecosse depuis 2012, ces frais qui pouvaient représenter plusieurs centaines de livres pour 5 millions de particuliers, sont désormais interdits en Angleterre. Le Pays de Galles pourrait fixer de nouvelles règles à partir de septembre. Cette loi intervient dans un contexte de changement profond du marché immobilier qui voit désormais une baisse de l'accession à la propriété et une hausse de la location dans le secteur privé particulièrement chez les jeunes en raison des prix élevés de la location. Le paiement du premier mois et d'une caution limitée à 5 semaines de location sont maintenus. Cette nouvelle réglementation s'appliquera uniquement pour les nouveaux contrats conclus après le 1^{er} juin 2019. Cela représenterait un coût de 83M£ pour les propriétaires et de 157M£ pour les agences de location qui pourraient être tentés de les répercuter sur les locataires in fine.



L'économie écossaise pourrait ralentir en 2019 et 2020 – Selon un [rapport](#) de la commission indépendante *Scottish Fiscal Commission* (SFC), la croissance de l'Écosse devrait ralentir en 2019 (0,8 %) et 2020 (0,9 %) après une année 2018 meilleure qu'anticipée, compte tenu de l'incertitude occasionnée par le Brexit (1,3 %, supérieure à la croissance moyenne de 1 % sur 2008-2018). La SFC explique ce ralentissement par l'incertitude occasionnée par le Brexit, qui impacte à la baisse la confiance des ménages et des entreprises et fait chuter le rythme des investissements. L'augmentation des stocks des entreprises pour se préparer à une sortie sans accord en mars, constatée au T1 2019, ne devrait avoir un impact positif sur l'activité qu'à court terme, qui devrait s'estomper au fur et à mesure que les inventaires accumulés déclinent. Il ne devrait pas non plus y avoir d'augmentation substantielle de la consommation des ménages à court terme. La commission s'attend toutefois à une reprise de la croissance à partir de 2021 en ligne avec la croissance régionale de long terme à environ 1,2 %. Tous les chiffres de la SFC sont basés sur l'hypothèse d'une sortie de l'UE en octobre 2019 [avec accord](#), suivie d'une période de transition jusqu'à décembre 2020, et sur un resserrement de la politique migratoire.

Le vieillissement de la population remet en cause la soutenabilité du modèle de financement des autorités locales – D'ici dix ans, l'augmentation des recettes issues des impôts locaux (taxe d'habitation et impôt foncier des entreprises) pourrait ne plus compenser les besoins de financement liés au vieillissement de la population selon une [étude](#) de l'*Institute for Fiscal Studies*. L'étude souligne par ailleurs que les réductions généralisées des dépenses des autorités locales sont plus élevées dans le nord de l'Angleterre que dans le reste du pays, surtout dans les logements. Un [rapport](#) indépendant de la commission UK 2070 sur les inégalités régionales au RU paru le même jour met par ailleurs en exergue « l'absence de stratégie de long terme » du gouvernement pour les atténuer.



Les fermetures d'usines d'avril ont réduit de près de moitié la production automobile britannique— Bien que la sortie du RU de l'Union européenne n'ait pas eu lieu au 31 mars 2019, les fermetures d'usines prévues en avril pour faire face à d'éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement ont été maintenues par les constructeurs automobiles. Aussi, la SMMT estime que la production de véhicules a chuté de 44,5% en avril 2019, avec 70 971 voitures construites contre 127 970 en avril 2018. La production en direction du marché domestique a baissé de 43,7%, tandis que la production à destination des marchés extérieurs a chuté de 44,7%. Avril constitue le 11^{ème} mois consécutifs de baisse au RU et la SMMT estime que la production 2019 devrait être inférieure de 10% à celle de 2018. Elle alerte par ailleurs sur la faible capacité des constructeurs automobiles à mettre en place de nouvelles mesures de contingence en cas de Brexit sans accord fin octobre. De son côté, la production de véhicules utilitaires (camions, bus etc.) a chuté de 70% en avril par rapport à 2018. L'arrêt de la fabrication par Vauxhall de son fourgon Vivaro peut expliquer une partie de cette baisse.

copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtrésor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : @FRTreasury_UK